Cahier de doléances du Tiers État de Guilly (Loiret)

Cahier des doléances que représentent les habitants de la paroisse de Guilly en conséquence de la lettre du Roi du 24 janvier dernier et du règlement y annexé.

1° Ils demandent que le revenu de la cure de leur paroisse soit augmenté, en sorte qu'il puisse valoir annuellement 2000 livres, à la charge par M. le curé de ne pouvoir exiger aucune rétribution ni forcée, ni volontaire, pour l'administration des sacrements ;

2° Qu'il leur soit accordé une administration municipale dans leur bourg, composée du syndic et des marguilliers, pour veiller sur la police, dresser des procès-verbaux des contraventions, arrêter les mendiants non domiciliés et les conduire devant les juges des lieux.

3° Ils demandent la décharge de la taille, de la capitation, de la contribution à la corvée, même de la gabelle, en sorte que le sel puisse être libre et commercable ; que les droits d'aides sur les vins soient supprimés, de manière que chaque particulier ne soit point gêné pour la disposition des vins ; que les droits de contrôle soient restreints et fixés d'une manière invariable, en sorte que ces droits ne puissent être sujets à aucune interprétation préjudiciable aux contractants ; et que, pour tenir lieu de tous les impôts ci-dessus, il soit formé un impôt territorial payé par les propriétaires, aux offres par les fermiers de tenir compte pendant le cours de leurs taux aux propriétaires de ce qu'ils paient annuellement pour taille, capitation d'industrie, évaluation de corvée et gabelle, de manière qu'il ne soit imposé par la suite aucun impôt sur les fermiers sans le consentement des États généraux dont le retour périodique soit fixé, ainsi qu'ils le demandent, avant la dissolution des États généraux ;

4° Que la dîme de leur paroisse, en ce qui concerne les gros grains, qui est perçue annuellement par une communauté religieuse, soit diminuée dans le droit de sa perception, et que ce qui en restera soit joint aux revenus de la cure de la paroisse, ou au moins une partie, pour compléter le revenu de ladite cure jusqu'à 2000 livres ;

5° Que les frais de justice soient diminués et les procédures abrégées ;

6° Que le contrôle des actes des notaires ne soit pas laissé entre les mains d'un notaire.

Fait et arrêté entre les habitants de la paroisse de Guilly, ce jourd'hui 1^{er} mars 1789, en l'assemblée.